



PREFECTURE DU LOIRET

**DIRECTION DES COLLECTIVITES
LOCALES ET DE L'AMENAGEMENT**

BUREAU DE L'AMENAGEMENT ET DES RISQUES INDUSTRIELS

AFFAIRE SUIVIE PAR Mlle GAULT
TELEPHONE 02.38.81.41.31
COURRIEL marie-agnes.gault@loiret.pref.gouv.fr
REFERENCE APC SOPAL

A R R E T E

**imposant à la Société GASCOGNE
LAMINATES (ex SOPAL)
des prescriptions complémentaires
afin d'imposer la réalisation d'un
diagnostic approfondi et d'une évaluation
détaillée des risques, pour son site
situé à DORDIVES, route de Montereau**

**Le Préfet de la Région Centre
Préfet du Loiret
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'environnement, et notamment le Livre I, le Titre 1^{er} du Livre II, et le Titre 1^{er} du Livre V,

VU le Code de la Santé Publique, et notamment les articles R 1416-1 et R 1416-23,

VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, et notamment son article 18,

VU l'arrêté préfectoral du 24 septembre 1998 (complété le 23 mars 2004) autorisant la Société SOPAL PAPIETHYLENE à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication de complexes souples d'emballage (secteurs industriels alimentaires, grande distribution, isolation thermiques, paramédical), implantée sur la commune de DORDIVES,

VU la déclaration de la Société SOPAL du 10 octobre 2006, relative à la cessation des activités qu'elle exploitait sur le site de DORDIVES, route de Montereau, à compter du 31 mai 2006,

VU le diagnostic initial et l'évaluation simplifiée des risques établis respectivement en février et novembre 2006 par le bureau d'études SOCOTEC,

VU le rapport de l'Inspecteur des installations classées, de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, en date du 29 janvier 2007,

VU la notification à l'intéressé de la date de réunion du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, et des propositions de l'Inspecteur,

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, lors de sa réunion du 22 février 2007,

VU le courrier de l'exploitant du 29 mars 2007, relatif au changement de dénomination sociale de l'établissement précité,

VU la notification à l'intéressé du projet d'arrêté statuant sur sa demande,

CONSIDERANT que les conditions d'exploitation des diverses installations précédemment exploitées par la Société GASCOGNE LAMINATES (ex SOPAL) à DORDIVES, route de Montereau, ont généré une pollution des sols et des eaux souterraines,

CONSIDERANT la présence de plusieurs captages communaux A.E.P. (Alimentation en Eau Potable) à proximité des installations susmentionnées,

CONSIDERANT que l'étude réalisée par le bureau d'études SOCOTEC indique que les activités exploitées par la Société SOPAL sont à l'origine de la pollution du sous-sol, notamment par la présence d'hydrocarbures,

CONSIDERANT que les résultats du rapport de diagnostic initial et de l'évaluation simplifiée des risques précités concluent à un classement de ce site en classe 1, nécessitant des investigations complémentaires,

CONSIDERANT qu'il y a donc lieu d'imposer à l'exploitant, conformément aux dispositions de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 précité, la réalisation d'un diagnostic approfondi et d'une évaluation détaillée des risques,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Loiret,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er}

Les dispositions du présent arrêté, prises en application des articles 34-1 et 34-2 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, sont applicables à la **Société GASCOGNE LAMINATES (ex SOPAL)**, dont le siège social est situé au 1 rue Louis Blanc – B.P. 78 - 40102 DAX CEDEX, pour l'établissement exploité à **DORDIVES**, route de Montereau.

ARTICLE 2

La Société GASCOGNE LAMINATES réalise, **sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, un diagnostic approfondi et une évaluation détaillée des risques.

Les données mentionnées dans l'évaluation simplifiée des risques, réalisée en novembre 2006, devront être vérifiées notamment en ce qui concerne les captages en eau potable (profondeur, nappe captée...).

Des mesures complémentaires à cette étude devront être également réalisées, sous trois mois, à savoir :

- recensement et identification des puits de jardin,
- analyses de l'eau pompée par ces puits s'ils existent,
- analyses de l'eau utilisée par l'activité piscicole.

L'ensemble de ces documents est transmis à l'Inspection des installations classées, ainsi qu'aux services de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

ARTICLE 3

L'exploitant doit se conformer, **dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté**, aux dispositions de l'article 34-2 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 précité, et dont un extrait est joint au présent arrêté.

ARTICLE 4

Les frais occasionnés par le respect des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 5 : SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Faute par le demandeur de se conformer aux conditions indiquées dans le présent arrêté, et notamment celles visées à l'article 2 dans les délais impartis, le Préfet de la région Centre, Préfet du Loiret pourra mettre en demeure l'exploitant, puis :

- soit faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant à l'exécution des mesures prescrites ;
- soit obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des travaux ;

Ces sanctions administratives sont indépendantes des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

ARTICLE 6 : DELAI ET VOIE DE RECOURS (article L 514-6 du Code de l'Environnement)

L'exploitant peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 7 : LE MAIRE DE DORDIVES EST CHARGE :

- de joindre une copie de l'arrêté au dossier relatif à cette affaire qui sera classé dans les archives de sa commune.

Ces documents pourront être communiqués sur place à toute personne concernée par l'exploitation.

- d'afficher à la mairie pendant une durée minimum d'un mois un extrait du présent arrêté.

Ces différentes formalités accomplies, un procès-verbal attestant leur exécution sera immédiatement transmis par le Maire au Préfet de la Région Centre, Préfet du Loiret, Direction des Collectivités Locales et de l'Aménagement - Bureau de l'Aménagement et des Risques Industriels.

ARTICLE 8 : PUBLICITE

Un avis sera inséré dans la presse locale par les soins du Préfet de la région Centre, Préfet du Loiret, et aux frais de l'exploitant.

ARTICLE 9 : EXECUTION

Le Secrétaire Général de la préfecture du Loiret, le Sous-Préfet de MONTARGIS, le Maire de DORDIVES et l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A ORLEANS, LE 23 AVRIL 2007

**Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,**

signé : Michel BERGUE

DIFFUSION :

- ☐ Original : dossier
- ☐ Intéressé : Société GASCOGNE LAMINATES (ex SOPAL)
- ☐ M. le Sous-Préfet de MONTARGIS
- ☐ M. le Maire de DORDIVES
- ☐ M. l'Inspecteur des Installations Classées
Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
Subdivision du Loiret - Avenue de la Pomme de Pin - Le Concyr
45590 SAINT CYR EN VAL
- ☐ M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
6 rue Charles de Coulomb - 45077 ORLEANS CEDEX 2
- ☐ M. le Directeur Départemental de l'Equipeement du Loiret - SAURA
- ☐ Mme la Directrice Départementale de l'Agriculture et de la Forêt
- ☐ M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- ☐ M. le Directeur des Services Départementaux d'Incendie et de Secours